

une façon de mettre à l'épreuve la bonne foi de ceux qui souhaitent participer à cette œuvre.

Ce n'est pas que tous les programmes d'assistance doivent être confiés à l'ONU. Il est vrai que ses programmes d'assistance technique, qui devraient recevoir un plus grand appui, sont mis en œuvre avec efficacité et sans qu'interviennent des considérations d'ordre politique ou stratégique. Il existe cependant d'autres dispositifs, le Plan de Colombo notamment dont l'exécution est extérieure à l'ONU à laquelle se conforme son inspiration; il y a lieu de conserver ces dispositifs.

Je souhaitais voir intervenir entre tous les pays qui participent aux organismes d'assistance internationale, quels qu'ils soient, un accord par lequel ils s'engageraient à soumettre à l'ONU tous leurs plans et projets d'aide à l'étranger pour qu'ils soient examinés, rendus public et coordonnés. C'est à l'ONU également que toute allégation d'exploitation politique pourrait être relevée et que la véracité ou la fausseté en soit démontrée.

Cette façon de procéder offrirait l'avantage de révéler devant le monde entier la part attribuable à chacun. Ainsi la paille, c'est-à-dire la propagande, serait séparée du grain. Elle mettrait également à jour les motifs des pays qui pourraient refuser leur concours à l'ONU.

Comme je l'indiquais plus haut, il conviendrait d'accroître l'aide effective aux programmes des Nations Unies déjà en cours d'exécution et de mieux appuyer les projets déjà présentés ou qui pourront l'être. Si l'Union soviétique était sincère en insistant sur le caractère pacifique de son invitation à coexister dans la concurrence, elle pourrait commencer par une contribution valable aux programmes d'assistance de l'ONU.

e) L'Ouest complète son aide financière en élargissant, en améliorant et en rendant accessibles à un nombre croissant de pays les dispositifs actuels relatifs à l'envoi de techniciens et d'hommes de science dans les régions matériellement peu développées.

Nos méthodes actuelles de recrutement ne nous permettent manifestement pas de répondre prochainement aux besoins pressants de spécialistes.

Pourquoi ne pas envisager la création, dans le cadre de l'ONU, d'un service professionnel et technique international composé de spécialistes préparés particulièrement en fonction du travail à accomplir dans les régions sous-développées?

f) Il ne faut pas que le souci des tâches à accomplir nous fasse perdre de vue les buts que nous poursuivons. La fin importe autant

que la manière. Les motifs des Occidentaux peuvent comporter des considérations d'intérêt qui ne soient pas nécessairement répréhensibles. Mais en fait le monde occidental est-il réellement sincère et désintéressé dans son souci d'aider les peuples peu fortunés? Éprouve-t-il une sympathie profonde pour ces peuples qui déploient eux-mêmes tant d'efforts pour améliorer leurs conditions de vie? Voilà comment se pose le problème, car sans motifs suffisants, nous pourrions commettre de graves erreurs, évitables pourtant, qui annuleraient les résultats de tous nos efforts.

Les fortes sommes d'argent et les multitudes de techniciens n'apporteront jamais de solution automatique et totale à l'effarant problème mondial du sous-développement. En faisant profiter les pays peu développés de nos techniques avancées, nous devons respecter leurs civilisations séculaires, dont nous avons nous-mêmes beaucoup à apprendre, soit dit en passant.

Notre assistance devrait s'accompagner d'un esprit de compréhension et de bienveillance et rester exempte de considérations à courte vue sur nos intérêts politiques ou stratégiques. Sur ce plan, ainsi que sur celui de l'aide matérielle, nous devons relever le défi des Soviétiques et remporter la victoire.

Cet esprit devrait non seulement animer l'aide concrète que nous prêtons aux nouveaux pays d'Asie et d'Afrique, mais encore régir toutes nos relations politiques avec eux.

Voici comment un éminent journaliste américain, Roscoe Drummond, a posé le problème à l'intention de ses lecteurs américains mais en des termes qui peuvent intéresser tous les peuples:

Nos rapports avec ces pays épris de liberté et affligés de pauvreté ne devraient-ils pas s'assimiler à ceux d'une démocratie aînée, très amicale et très compréhensive et en outre résolue à aider les nouvelles démocraties à s'enraciner profondément, à sauvegarder leur liberté, à améliorer leur situation économique, à façonner leur pays selon des concepts et des modes qui leur soient propres comme nous l'avons fait nous-mêmes?

Notre réponse à cette question déterminera dans une large mesure si notre planète doit jouir d'un avenir de stabilité, de progrès et de paix.

Si les gouvernements savent rivaliser avec la Croix-Rouge en dévouement, en zèle et en détermination dans la poursuite d'objectifs élevés, alors la réponse sera affirmative et nos espoirs en un monde meilleur pourront un jour se réaliser.